



## PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 NOVEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le six novembre, à 20 heures

Le Conseil municipal de la commune de Gourdan-Polignan dûment convoqué le 24 octobre 2025, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. SAULNERON Patrick, Maire

Présents : M. SAULNERON, M. BRATUCCI, Mme BRESSOLE, M. COLLA, Mme ECHEVARNE, Mme FAVAREL, M. FRATUS, M. JORDA, M. MARTINEZ, Mme RENAUD

Absents excusés : M. DESERT-LACAY (procuration à M. MARTINEZ) Mme GALLEG0 (procuration à Mme BRESSOLE), Mme GEVREY (procuration à M. COLLA), M. LARQUE (procuration à Mme ECHEVARNE)

Absents non excusés : M. GABAS

### ORDRE DU JOUR

#### Préambule :

Présentation du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées

#### Ordre du jour :

Approbation du procès-verbal de la séance du 11 septembre 2025

Compte-rendu des décisions du Maire

#### COMMUNE

1. Création de la place du Corps Franc Pomiès
2. Vœux pour soutenir les petites lignes régionales ferroviaires

#### FINANCES

3. Décision modificative n°2 du budget de la commune
4. Subvention au Gospel

#### RESSOURCES HUMAINES

5. Adhésion au service retraite du CDG31

#### QUESTIONS DIVERSES

## PREAMBULE

La séance est ouverte.

M. le Maire excuse Amandine GEVREY qui a donné procuration à Serge COLLA, ainsi que Thierry DESERT-LACAY qui a donné procuration à Régis MARTINEZ, Angèle GALLEGRO qui a donné procuration à Corinne BRESSOLE et Serge LARQUE qui a donné procuration à Anne-Marie ECHEVARNE.

Il rappelle aux conseillers qu'ils ont reçu le procès-verbal de la séance du 11 septembre 2025 avec le mail de convocation en date du 24 octobre dernier et demande si ce procès-verbal appelle des observations. Mme ECHEVARNE fait remarquer qu'il est bien retranscrit qu'elle a demandé la définition de l'encorbellement, alors qu'il n'est pas mentionné sa demande de nettoyage des trottoirs avenue de Luchon. Elle précise que Mme BRESSOLE avait d'ailleurs répondu que les habitants pouvaient participer. Mme ECHEVARNE demande à recevoir le compte-rendu corrigé. Le compte-rendu est adopté à l'unanimité avec les modifications.

Mme Corinne BRESSOLE se propose pour être secrétaire de séance.

### Présentation des décisions du Maire

#### Décision du Maire n°2025-01 :

Lors de la mise en place du référentiel comptable M57, le conseil municipal a accepté la fongibilité des crédits de ce budget. C'est-à-dire, qu'il a autorisé M. le Maire à réaliser des virements de crédits à hauteur de 7,5% du montant du budget hors charge de personnel.

Avec la vente du domaine de Lugaran, M. le Maire s'était engagé à payer dans les plus brefs délais les 2 fournisseurs auprès desquels la commune avait accumulé une dette importante. Ainsi, il a pris la décision de réaliser les virements de crédits du chapitre 65 et 67 sur l'article 60623 « alimentation », afin de payer la plus grosse partie de ces dettes dans l'attente de la décision modificative qui sera présentée dans le cadre du présent ordre du jour.

## EXAMEN DE L'ORDRE DU JOUR

### COMMUNE

#### 1. Création de la place du Corps Franc Pommiès (Rapporteur M. le Maire)

M ; le Maire informe le conseil municipal que le parking de la Mairie a été baptisé « Place du Corps Franc Pommiès », comme chacun peut le constater sur la plaque en place sur le site. Cependant, aucune délibération n'a été prise pour créer cette place. Aussi, elle n'existe pas légalement.

Les nouveaux appartements ont leurs entrées sur cette place. Il s'agit donc de la créer officiellement, afin de permettre la création des adresses des 2 appartements.

M. le Maire demande à l'assemblée si elle a des questions. Comme il n'y en a pas, il passe au vote.

Entendu l'exposé de son Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- **De procéder** à la création et à la dénomination de la place située au nord de la mairie de Gourdan-Polignan et à l'Est du CFA du Comminges ; située sur la parcelle 2343 section A ; son accès se réalise sur la parcelle 1423, qui fait partie intégrante de la place et qui débouche sur la rue des Tannins ; conformément à la cartographie jointe en annexe de la présente délibération ;
- **D'adopter** la dénomination suivante : « Place du Corps Franc Pommiès » ;
- **De valider** le nom attribué à cette place ;
- **De charger** M. le Maire de procéder à la numérotation des immeubles de cette place ;
- **D'autoriser** M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- **D'autoriser** M. le Maire à réaliser toutes les déclarations nécessaires auprès des différents organismes pour la mise à jour de cette dénomination.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

## **2. Vœux pour soutenir les petites lignes régionales ferroviaires**

**(Rapporteur M. le Maire)**

M. le Maire informe l'assemblée que le réseau ferroviaire est en danger : 4 000 km de lignes sont menacés de fermeture dans toute la France, dont 984 km en Occitanie. Ces « petites lignes », trop souvent négligées des grandes orientations nationales, sont pourtant essentielles à notre métropole : elles relient Auch, Albi, Rodez ou Figeac et les territoires ruraux à Toulouse.

Ces lignes sont des vecteurs irremplaçables de justice sociale, d'égalité territoriale et de transition écologique. Leur disparition signifierait la fin d'un accès direct aux services publics, une mobilité restreinte pour des millions d'habitants, et un coup porté à la lutte contre le dérèglement climatique.

Face à cette menace, la Région Occitanie a, depuis des années, assumé largement les responsabilités de l'État, finançant massivement l'entretien et la modernisation de ces infrastructures. Pourtant, les voies ferrées restent juridiquement la propriété exclusive de l'État.

D'ici à 2032, ce sont 800 millions d'euros supplémentaires qui devront être investis en Occitanie pour sauver nos petites lignes. Le mur d'investissement qui se dresse ne peut être franchi sans un engagement ferme et durable de l'État.

Aussi, M. le Maire propose à l'assemblée :

- D'affirmer notre attachement aux lignes ferroviaires du quotidien, qui constituent un pilier de la mobilité durable et de la cohésion des territoires,
- De demander à l'État de prendre pleinement ses responsabilités en engageant un plan national de sauvegarde des lignes ferroviaires menacées, en partenariat avec les Régions, et de garantir les investissements nécessaires à leur modernisation et leur pérennité,
- D'apporter notre soutien aux initiatives citoyennes, associatives, syndicales et institutionnelles mobilisées pour la défense des lignes du quotidien, notamment en Occitanie,
- D'exprimer notre solidarité avec les territoires et les populations directement concernés par les fermetures envisagées, et appelle à une mobilisation nationale en faveur d'un service ferroviaire accessible, équitable et écologique.

Comme il n'y a pas de question, M. le Maire passe au vote.

Entendu l'exposé de son Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Affirme son attachement aux lignes ferroviaires du quotidien, qui constituent un pilier de la mobilité durable et de la cohésion des territoires ;
- Demande à l'État de prendre pleinement ses responsabilités en engageant un plan national de sauvegarde des lignes ferroviaires menacées, en partenariat avec les Régions, et de garantir les investissements nécessaires à leur modernisation et leur pérennité ;
- Apporte son soutien aux initiatives citoyennes, associatives, syndicales et institutionnelles mobilisées pour la défense des lignes du quotidien, notamment en Occitanie.
- Exprime sa solidarité avec les territoires et les populations directement concernés par les fermetures envisagées, et appelle à une mobilisation nationale en faveur d'un service ferroviaire accessible, équitable et écologique.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

## **FINANCES**

### **3. Décision modificative n°2 pour le budget communal**

**(Rapporteur M. le Maire)**

Par mail en date du 23 octobre dernier, M. le Maire annonçait la vente effective du domaine de Lugaran. Cette vente avait été anticipée en clôturant le budget annexe CHAL à la date du 20 août dernier et le budget de la commune avait été sous-estimé, afin de pouvoir intégrer les dépenses restantes du budget CHAL en s'appuyant sur les recettes de la commune.

Ainsi, comme prévu en début d'année, cette décision modificative vise à augmenter le chapitre 011 en inscrivant au budget, en compensation, les recettes que nous avons reçues et qui ne sont pas encore inscrites. La commune sera ainsi en capacité de solder les factures encore en instance, reliquat du budget annexe CHAL.

Le tableau des augmentations de crédit affiché à l'assemblée :

- En investissement, l'augmentation des crédits au chapitre 16 est nécessaire afin de permettre les remboursements des emprunts du budget CHAL. 7 405 € sont ajoutés à l'article 1641 « emprunts en euros » et 990 € sont ajoutés à l'article 1681 « autres emprunts ». Ces sommes sont retirées de l'article 2152 « installations de voirie » pour un total de 8 395 €, ce qui équilibre les investissements à 0 € en dépenses.
- En ce qui concerne le fonctionnement, il s'agit de rétablir le chapitre 65 dont M. le Maire s'est servi pour les virements de crédits évoqués au début de ce conseil, d'augmenter de nouveau l'article 60623 « alimentation » pour solder les factures restantes des fournisseurs, de renforcer l'article 65568 « autres contributions » afin de régler la participation annuelle de la commune au SDEHG et d'augmenter l'article 635 « autres impôts et taxes » afin de payer la taxe foncière de Lugaran.
- Pour l'équilibre de la section de fonctionnement, les recettes seront augmentées avec des sommes déjà perçues sur le remboursement des salaires des agents en maladie, les repas de cantine, des personnes âgées et sur les loyers. L'équilibre de la section de fonctionnement se réalise donc à hauteur de 172 500 €.

M. le Maire demande à l'assemblée si elle a des questions. Mme ECHEVARNE demande à quoi correspondent les 98 709 € sur l'alimentation. Mme LAISNÉ répond qu'il s'agit d'une augmentation pour solder les factures. Elle demande le montant des dettes. M. le Maire indique le montant dû s'élève à 361 000 € au total. Mme ECHEVARNE demande confirmation sur la durée des dettes. M. le Maire répond que cela fait 2 ans de retard. Mme ECHEVARNE demande ce qui va être réalisé avec l'argent de la vente. Mme LAISNÉ rappelle la différence entre le budget et la trésorerie : la trésorerie ne peut être utilisée sans les autorisations de crédits inscrites au budget par le conseil municipal.

Mme ECHEVARNE demande les travaux qui ont été réalisés engendrant le retard de la vente. M. le Maire répond qu'il s'agit des chaudières pour un montant de 4500 € et 7000 €. M. le Maire précise que ça aurait pu être pire si la station d'épuration avait cédé.

Comme il n'y a plus de question, M. le Maire passe au vote.

Entendu l'exposé de son Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide d'adopter la décision modificative n°2 au budget principal pour l'exercice 2025 telle que détaillée comme suit :

Investissement :

Dépenses		Recettes	
Article	Montant	Article	Montant
1641 (16) : Emprunts en euros	7 405,00		
1681 (16) : Autres emprunts	990,00		
2152 (21) : Installations de voirie	-8 395,00		
TOTAL	0,00	TOTAL	0,00

Fonctionnement :

Dépenses		Recettes	
Article	Montant	Article	Montant
60623 (011) : Alimentation	98 709,00	6419 (013) : Remboursements sur rémunérations	2 500,00
635 (011) : Autres impôts, taxes et vers. assimilés	10 200,00	7067 (70) : Redev. & droits des serv péri scol	25 000,00
65311 (65) : Indemnités de fonction	11 280,00	70688 (70) : Autres prestations de services	27 000,00
65313 (65) : Cotisations de retraite	742,00	70846 (70) : au GFP de rattachement	25 000,00
6541 (65) : Créances admises en non-valeur	3 916,00	70848 (70) : aux autres organismes	34 000,00
65568 (65) : Autres contributions	30 016,00	70876 (70) : par le GFP de rattachement	1 000,00
657363 (65) : CCAS/CIAS	11 000,00	752 (75) : Revenus des immeubles	44 000,00
65748 (65) : Autres pers. de droit privé	3 000,00	75888 (75) : Autres	14 000,00
65748 (65) : Autres pers. de droit privé	150,00		
65888 (65) : Autres	2 000,00		
66111 (66) : Intérêts réglés à l'échéance	487,00		
673 (67) : Titres annulés (sur ex antérieur)	1 000,00		
TOTAL	172 500,00	TOTAL	172 500,00
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>172 500,00</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>172 500,00</b>

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

#### 4. Subvention au Gospel (Rapporteur Mme Annie RENAUD)

Mme RENAUD informe le conseil municipal que l'association Gospel 31 a demandé une subvention d'un montant de 150 €.

Elle indique que cette association, créée en 2009, a pour vocation la promotion, l'apprentissage, et la diffusion du chant Gospel dans le Comminges. C'est ainsi que pendant plusieurs années elle organise "la grande nuit du Gospel" à St Gaudens. Ces soirées auxquelles participent d'éminentes personnalités du Gospel comme Emmanuel Job ou Rhoda Scott sont accueillies avec enthousiasme par les Commingeois. Elles rassemblent jusqu'à un millier de personnes dans les salles St Gaudinoises.

Mme RENAUD propose donc d'accorder, exceptionnellement cette année, la subvention demandée de 150€, pour les soutenir dans leur fonctionnement.

Comme il n'y a pas de question, M. le Maire passe au vote.

Entendu l'exposé de son Adjointe au Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité décide :

- d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association « Gospel 31 » de 150 €,
- d'autoriser M. le Maire à signer tous les documents afférents à cette affaire,
- d'inscrire les crédits au budget communal, article 65748.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

## **RESSOURCES HUMAINES**

### **5. Adhésion au service retraite du CDG31 (Rapporteur M. Christian FRATUS)**

M. FRATUS rappelle à l'assemblée que la commune est adhérente au service retraite du CDG31 depuis de nombreuses années. La convention qui lie la commune au centre de gestion s'achève à la fin de l'année. Il convient donc de la renouveler. Le projet de convention a été envoyé aux conseillers par mail en date du 24 octobre 2025.

Ce service permet de traiter les dossiers de retraite des agents de la commune. Quelques départs vont arriver dans les prochaines années : Josiane ANEL, Nicole ADAM, Frédéric MORE-CARRERA et Bruno NICOLAS peuvent potentiellement demander leur retraite dans les 5 prochaines années.

Les facturations de ce service ne se font que si le traitement d'un dossier est demandé. Ainsi, cela ne coûte rien à la commune si celle-ci ne demande rien.

Comme il n'y a pas de question, M. le Maire passe au vote.

Entendu l'exposé de son Adjoint au Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- décide d'adhérer au service retraite du centre de gestion de la Haute-Garonne,
- autorise le Maire à signer la convention relative à cette adhésion et annexée à la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

## **QUESTIONS DIVERSES**

Mme ECHEVARNE demande quand sera allumé le chauffage à la salle des associations. M. FRATUS répond qu'il a été allumé dès ce soir.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 21h09.

Fait à Gourdan-Polignan le 14 novembre 2025  
Le Maire,

Patrick SAULNERON

